



Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale,

En cette rentrée scolaire 2023, la question des salaires est au cœur de la préoccupation des personnels de l'Éducation Nationale, la paupérisation enclenchée depuis des années avec le gel du point d'indice s'accroît avec une non compensation de l'inflation de 11,4% sur les deux dernières années contre 5,1% d'augmentation, en laissant les grilles salariales à des montants indignes : elles sont justes au niveau du SMIC pour les personnels de catégorie C, voire parfois inférieures quand il y a une augmentation de celui-ci. Ce n'est guère mieux pour les catégories B et A avec un « écrasement de leur grille salariale ». Que dire des personnels AESH qui trop souvent sont ballottés d'établissement en établissement et très mal payés avec des salaires à moins de 1000 euros où le temps partiel contraint est la norme. **La FSU/CGT éduc'action a soutenu la journée de mobilisation et de grève du mardi 3 octobre afin que ces personnels AESH puissent travailler dignement.**

Il est urgent que l'employeur prenne en compte la qualification et les compétences de ses personnels en accélérant les progressions de carrière et non en proposant aux personnels ayant réussi un concours des postes éloignés de chez eux ou bien encore en augmentant les charges de travail...

Les choix politiques d'exonération fiscale au détriment du service public d'éducation entraînent une détérioration de son fonctionnement. D'autres choix sont possibles, en rémunérant correctement les fonctionnaires et en assurant un service de qualité qui répond aux besoins de la population. **Pour la FSU/CGT éduc'action, il est impératif d'indexer le point d'indice sur l'inflation et urgent de changer de politique salariale.**

Par ailleurs, ce ne sont ni les fermetures d'écoles, ni la fermeture d'un collège, ni les suppressions de postes d'enseignants notamment spécialisés et de personnels non enseignants qui vont améliorer la situation. Les inégalités entre les élèves des milieux favorisés et ceux des milieux populaires vont se renforcer puisqu'à la rentrée ils bénéficieront de moins de professeurs formés avec un recrutement accru de contractuels, voire des non remplacements pérennes sur les postes de personnels en arrêts maladie, en congé maternité, en congé paternité... Ces inégalités seront aussi accentuées par les réformes du collège et du lycée pro à travers notamment la découverte des métiers en collège et la transformation et la suppression des formations en lycée pro, qui cantonneront les élèves sur leur bassin d'emploi d'origine, rendant quasi impossible une quelconque émancipation ou bien en maintenant coûte que coûte la politique d'aides publiques à l'embauche d'apprentis pour les entreprises avec une subvention de 6000 euros par embauche d'apprentis. **La FSU/CGT éduc'action continuera de porter la revendication du plus et du mieux d'école publique, gratuite et laïque.**

À travers le Pacte, mesure emblématique d'une politique ou encore le protocole d'accord avec l'enseignement catholique sur la mixité sociale et scolaire, (qui s'ajoutent à la réforme du bac, du lycée et ParcoursSup), c'est le modèle libéral d'une École du tri social et de la concurrence entre les personnels qui se dessine. Les élèves se trouvent assignés à leurs origines sociales, sans que l'École publique ne puisse contrecarrer le poids des déterminismes sociaux. Quant aux personnels, après des années de prescriptions et d'injonctions, c'est désormais leur liberté pédagogique qui est dans le viseur. Enfin, la concurrence exacerbée entre les personnels et les établissements, sous couvert d'autonomie des EPLE, fait exploser les collectifs de travail et met sous pression les personnels, sommés de s'adapter à la loi du marché scolaire. Ce projet politique n'est pas nouveau, l'année scolaire 2023 pourrait voir toutes les pièces du puzzle s'assembler et

ainsi acter une transformation systémique de l'École sans précédent. **La FSU/CGT éduc'action s'opposera à tous ses projets réactionnaires qui entérinent les inégalités, bien au contraire elle portera une vision de l'école émancipatrice, solidaire fondée sur des collectifs de travail au service de l'intérêt général.**

Autrement l'année scolaire 2023 commence comme elle a fini avec de nombreux signalements RSST indiquant une violence physique et verbale subie par les personnels toujours en attente de mesures de prévention. Cette violence induit des conséquences morales et psychologiques qui pèsent sur la santé et perturbent l'activité professionnelle et personnelle. La FSU/CGT éduc'action remarque que les risques psycho-sociaux auxquels sont exposés les personnels sont trop souvent minorés par l'employeur. **La FSU/CGT éduc'action demande donc de nouveau à l'employeur que la prévention des risques professionnels soit une réalité dans les établissements.**

Les effectifs pléthoriques et les chaleurs excessives dans les salles de classes ont renforcé la dégradation des conditions d'enseignement et d'apprentissage pour les élèves. Le constat est fait par les personnels que les bâtiments scolaires présentent le plus souvent les caractéristiques « d'une passoire thermique » ! **La FSU/CGT éduc'action exhorte l'employeur et les collectivités locales à programmer un plan de rénovation du bâti scolaire afin de prendre en compte la réalité du changement climatique.**

Le bilan est sans appel, les personnels sont malmenés par l'institution, la suppression de la technologie en 6^{ème} est un autre exemple du mépris affiché par le gouvernement pour la situation des personnes. Les réformes successives prises contre l'avis de la profession ont créé une perte de sens, insatisfaction du travail accompli, des conflits de valeurs et sentiment de dévalorisation des métiers chez de nombreuses et nombreux collègues. Il devient donc inéluctable avec ces conditions de travail très dégradées et des bas salaires dans tous les métiers de l'Éducation Nationale, que la difficulté de recrutement des personnels va perdurer. **Les personnels souffrent, ils attendent des mesures permettant une réelle amélioration de la qualité de vie au travail.**

La FSU/CGT éduc'action rappelle de nouveau à l'employeur, que les conditions de travail ne doivent pas porter atteinte à l'intégrité physique ni mentale des personnels. C'est pourquoi, Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale, les représentants de la FSU/CGT éduc'action, vous rappellent à vos obligations réglementaires de protéger la santé des personnels et d'assurer leur sécurité.

Pour finir cette déclaration, nous souhaitons avoir une pensée pour Dominique Bernard. Mais aussi pour les deux autres personnels gravement blessés lors de l'attaque au lycée d'Arras, vendredi dernier. Notre cœur se tourne vers les victimes, leurs proches et leurs collègues.

En tant que personnels de l'éducation nationale, nous ne pouvons nous empêcher de nous reconnaître dans ces victimes, et d'éprouver une immense peine. Ce drame, d'une violence extrême, nous montre que l'École n'est pas épargnée. La FSU/CGT éduc'action continuera de porter l'idée d'une école émancipatrice pour toutes et tous, loin de tout obscurantisme, parce que c'est bien ainsi que se construit l'avenir de la jeunesse de notre pays.

Aussi, nous nous inquiétons de l'instrumentalisation qui est faite de cet assassinat, que ce soit du gouvernement ou de l'extrême-droite. Pour la FSU/CGT éduc'action, la surenchère sécuritaire et la stigmatisation des musulmanEs ne sont en aucun cas une réponse adaptée, d'autant plus qu'elles ne protégeront nullement les personnels de l'éducation nationale, bien au contraire."